



ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Personne publique : LE CHU DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, avenue Doyen Gaston GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Etabli en application de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret N°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique

OBJET :
ACCORD CADRE ETUDES DE PROGRAMMATION / ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE EST HERAULT SUD AVEYRON
Affaire n°23A0248

Accord-cadre prévu aux articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-12 du code la commande publique

Selon la procédure avec négociation en application de l'article L.2124-3 ,R.2124-3 3°, articles R. 2131-16 à R.2131-18, R.2161-12 à R.2161-20 du code la commande publique

SOMMAIRE

Titre Premier	5
Clauses relatives à la passation et à l'exécution de l'accord-cadre	5
Article 1 - Objet de l'Accord-Cadre.....	6
Article 2 - Forme et durée de l'Accord-Cadre.....	8
2-1-Durée de l'Accord-Cadre :.....	8
2-2-Forme de l'Accord-Cadre :	8
2-3-Lots	8
2-4-Tranches	8
2-5-Phases.....	8
Article 3 - Forme et durée des marchés subséquents à l'Accord-Cadre.....	8
Article 4 - Portail d'approvisionnement électronique	9
Article 5 - Pièces contractuelles de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents	9
Article 6 – Prix de l'accord-cadre	10
6-1 Caractéristiques des prix pratiqués	10
6-2 Variations des prix	11
Article 7 – Pénalités	12
7-1 En cas d'absence d'offre aux marchés subséquents.....	12
7-2 En cas d'offre inacceptable	13
Article 8 – Résiliation de l'Accord-Cadre	13
8-1 Résiliation	13
8-2 Résiliation pour défaut de réponse aux remises en concurrence	14
Article 9 – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	14
Article 10 – Obligations du titulaire	14
10-1 Respect de la législation sociale	14
10.2 Respect de la réglementation générale de protection des données (RGPD)	15
10-3 Modifications des données administratives (Clause de réexamen):	15
10-4 Discretion et confidentialité	15
Article 11 – Réexamen de l'accord cadre	16
11-1 Intégration de nouveaux membres GHT	16
11-2 Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public.....	16
11-3 Evolutions du périmètre de l'accord cadre	16
11-4 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)	16
11-5 Cession de marché ou modification de la composition du groupement	16
11-6 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations	17
11-7 Respect de la composition du groupement dans le cadre des marchés subséquents.....	17
Article 12 – Dématérialisation de l'exécution de l'accord-cadre.....	17
Article 13 – Imprévision et circonstances imprévues	17
Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite de l'accord cadre	17
13.1 Obligation d'information	17
13.2 Modalités de poursuite de l'accord cadre	18
13.3 La suspension de l'accord cadre.....	18
13.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite de l'accord cadre	19
13.5 Prolongation de l'accord cadre	19
Titre 2.....	20
Clauses relatives aux modalités d'attribution et d'exécution des marchés subséquents.....	20
Article 1 – Modalités d'attribution des marchés subséquents à l'accord- cadre	21

Article 2- Sous-Traitance.....	23
Article 3 – Respect des principes de la République (laïcité et neutralité)	23
Article 4 – Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen).....	23
4.1 Evolution technologique ou technique.....	23
4.2 Evolution réglementaire ou législative.....	24
Article 5 – Modalités d'exécution.....	24
5-1 Marché ordinaire ou à tranches optionnelles	24
5-2 Marché exécuté au moyens de bons de commande	24
5-3 Ordres de service.....	25
5-4 Exécution complémentaire (clause de réexamen).....	25
5-5 Utilisation des résultats	25
Article 6- Opérations de vérifications-décisions après vérifications	25
6.1 Vérifications quantitatives et qualitatives	25
6.2 Décisions après vérifications	25
Article 7 – Obligations en matière de développement durable	25
.7.1 Obligations sociales	25
.7.2 Obligations environnementales	25
7.3 Obligations en matière de lutte contre les discriminations et de promotion en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	25
Article 8 – Destruction des données	26
Article 9 - Modalités de détermination des prix	26
9-1 Contenu des prix des marchés subséquents	26
9- 2 Variation des prix des marchés subséquents	26
9-3 Répartition des paiements	28
Article 10 - Avance	28
Article 11 - Acomptes et paiements partiels définitifs	29
Article 12 – Paiement - Etablissement de la facture	29
12-1-Mode de règlement	29
12-2-Présentation des demandes de paiement	29
12.3 Intérêts moratoires	32
12.4 Utilisation de E-PROJECT dans de la cadre de la mission d'ATMO (CHU Montpellier).....	32
Article 13 –Escomptes (Clause de réexamen).....	33
Article 14 clause de prix promotionnel (clause de réexamen)	33
Article 15 clause de ristourne – remise sur chiffre d'affaires (clause de réexamen)	33
Article 16 - Clauses techniques	33
Article 17 – Récupération des données	33
17.1 Suivi du marché au niveau du GHT.....	33
17.2 Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public.....	33
Article 18 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.....	33
Article 19 - Pénalités	33
19.1 Pénalités de retard	34
19.2 Pénalités pour absence à une réunion	34
19.3 Pénalités pour autres litiges d'exécution	34
19-4 Pénalités relatives à la sous-traitance.....	34
19-5- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers.....	34
19-5-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement.....	34
19-5-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	35

19-6- Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	35
19.7 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données	35
19-7-1 Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT	35
19-7-2 Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public	35
19.8 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable	35
19-8-1 Pénalités en cas de non transmission des éléments attestant la traçabilité des déchets.....	35
19-8-2 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales.....	35
19-8-3 Pénalités en cas de non-transmission des justificatifs concernant l'utilisation de contenants recyclés et/ou recyclables.....	36
19-8-4 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale	36
19.9 Pénalités pour non-respect des principes de la République	36
19.10 Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	36
Article 20 - Litiges et différends	36
20 -1 Différends	36
20.2 Attribution de compétence.....	36
Article 21 - Résiliation des marchés subséquents et exécution par défaut.....	36
21 -1 Résiliation.....	36
21-2 Exécution par défaut.....	37
Article 22 – Imprévision et circonstances imprévues	37
Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat.....	37
22.1 Obligation d'information	37
22.2 Modalités de poursuite du marché	38
22.3 La suspension du marché	38
22.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché.....	39
22.5 Prolongation du marché	39
Article 23- Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire.....	39
Article 24 - Obligations du titulaire.....	40
24-1 Respect de la législation sociale	40
24-2 Modifications des données administratives (clause de réexamen)	40
24-3 Conflits d'intérêts.....	41
24-4 Discrétion et confidentialité	42
24-5 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier.....	42
Article 25 - Termes non couverts par l'accord-cadre	42
Article 26 – Dématérialisation de l'exécution des marchés subséquents.....	42
Article 27 - Dérogations aux documents généraux.....	43



Titre Premier

Clauses relatives à la passation et à l'exécution de l'accord-cadre



Article 1 - Objet de l'Accord-Cadre

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

CHU de Montpellier,
-Hôpitaux du bassin de Thau,
-CH de Clermont l'Hérault,
-CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
-CH de Lodève,
-CH de Lunel,
-CH de Millau,
-EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
-CH Emile Borel de Saint Afrique,
-CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, la gestion de la sous-traitance...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Prestations de programmation et d'assistance technique à maître d'ouvrage :

1. Etudes de diagnostic, de faisabilité, d'aide à la prise de décision sur le plan technique, fonctionnel et architectural
2. Etudes de programmation (pré-programme, programme technique détaillé), schéma directeur technique fonctionnel, architectural
3. Assistance en phase de consultation des maîtres d'œuvre ou des équipes de conception réalisation dans le cadre d'un marché global

4. Assistance et conseil au maître d'ouvrage pour la validation des rendus en phase étude de conception
5. Assistance au maître d'ouvrage en phase réalisation des travaux (suivi de chantier de travaux, réception des travaux, période de garantie de parfait achèvement, suivi de performance)

L'accord-cadre s'applique à l'ensemble des membres du GHT (liste des 10 membres ci-avant). Il concerne l'ensemble du patrimoine immobilier des membres du GHT.

Ces prestations peuvent être réalisées dans le cadre soit :

- D'une opération patrimoniale avec un marché de maîtrise d'œuvre et un ou des marchés de travaux
- D'une opération patrimoniale avec un marché « global » * regroupant l'équipe de conception (architecte, bureaux d'études), de réalisation (entreprises de travaux) et/ou d'exploitation/maintenance

**le vocable « marché global » regroupe, les marchés de conception/réalisation, marchés globaux sectoriels, marchés globaux de performance*

Les missions issues de cet accord cadre concernent les opérations de rénovation, réhabilitation/restructuration, extension et neuves sur bâtiment sur l'ensemble du patrimoine immobilier des établissements du GHT EHSA.

Sont exclus de cet accord cadre :

1. Les opérations exigeant une ou des compétences particulières qui ne sont pas stipulées au présent accord cadre.

Certains projets immobiliers de par leur objet nécessite des compétences particulières, par exemple : *des compétences médicales en organisation MCO, services de soins et flux associés (personnels, patients) – une compétence financière concernant le fonctionnement de l'hôpital sur la partie médicale (projection en fonction de l'activité) - des compétences en ingénierie logistiques (restauration, blanchisserie, transports) – des compétences en organisation ressources humaines médicales et para médicales...*

2. Les opérations spécialisées techniquement, notamment les opérations concernant des équipements/bâtiments type « industriel » et/ou avec process (ex centrale de secours, blanchisserie, restauration, stérilisation, ascenseurs...)

A titre d'exemple, le CHU de Montpellier a lancé une consultation pour une mission d'ATMO pour la rénovation de la blanchisserie ou bien encore une consultation d'ATMO spécifique à la rénovation de l'ensemble des ascenseurs de l'hôpital Lapeyronie.

Les titulaires de cet accord-cadre pourront participer aux marchés ultérieurs qui se rapportent à la même opération (ex : concours de maîtrise d'œuvre), dès lors qu'ils ne réalisent pas les missions d'assistance en phase consultation (marché de maîtrise d'œuvre/ marchés globaux), l'assistance à la validation des rendus en phase études de conception et en phase réalisation des travaux, ou tout autre mission pouvant procurer aux titulaires un avantage de nature à porter atteinte à la libre concurrence et à l'égalité des candidats.

Article 2 - Forme et durée de l'Accord-Cadre

2-1-Durée de l'Accord-Cadre :

Clause de réexamen :

Le présent accord-cadre sera conclu pour une première période ferme de 2 ans à compter de sa notification (date de notification de la plus tardive de l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre).

La notification de l'accord cadre interviendra au plus tôt le 19/12/2024.

Il peut être reconduit de manière tacite par le représentant du pouvoir adjudicateur pour une période de 2 ans.

En cas de non reconduction, les titulaires de l'accord-cadre sont informés 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

2-2-Forme de l'Accord-Cadre :

Le présent accord-cadre est un accord-cadre multi attributaire, avec montant maximum (cf. article 2.3), passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

2-3-Lots

L'accord cadre est à lot unique.

Le montant maximum de l'accord cadre pour la durée globale y compris reconduction est de :
3 000 000 € HT

Après étude, l'acheteur a décidé conformément aux règles de la commande publique, de ne pas allouer la présentation consultation pour la raison suivante :

-La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations (suivi et contrôle des études de conception par l'auteur ayant rédigé le programme).

-La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ».

2-4-Tranches

Sans objet

2-5-Phases

Sans objet

Article 3 - Forme et durée des marchés subséquents à l'Accord-Cadre

Les marchés subséquents à l'accord-cadre seront des marchés ordinaires ou à tranches en application des articles R.2162-1 à R.2162-10 du Code de la commande publique.

La conclusion des marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Les délais d'exécution des marchés subséquents seront précisés lors de la remise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet de prestations supplémentaires éventuelles, celles-ci ne pourront porter que sur des prestations entrant dans le périmètre du présent accord cadre et seront à chiffrer obligatoirement.

A titre exemple, un marché subséquent pour une mission de programmation, pourra contenir une prestation supplémentaire éventuelle sur l'assistance en phase consultation de maîtrise d'œuvre.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet d'ouverture à variante, la lettre de consultation le précisera.

Article 4 - Portail d'approvisionnement électronique

SANS OBJET

Article 5 - Pièces contractuelles de l'Accord-Cadre et des marchés subséquents

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI:

- l'acte d'engagement de l'accord cadre et ses annexes :
 - « Décision du pouvoir adjudicateur » ainsi que les éventuelles annexes listées dans celle-ci
 - « Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »
- le cahier des clauses administratives particulières de l'accord cadre dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :
 - « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers »
 - « Recommandation du CLIN » (spécifique au CHU)
 - « Convention d'interchange » relative à l'utilisation de la plateforme E-PROJECT (spécifique au CHU)
 - « Liste des adresses de facturation des Ets du GHT »
- le cahier des clauses techniques particulières de l'accord cadre dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :
 - « Principales prestations attribuées à l'assistant technique du maître de l'ouvrage par le C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux modifié »
 - « Document n°INST TECH/002/4 »
 - Référentiel et grille d'accompagnement du Conseil Scientifique du Comité National de l'Investissement en santé

- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée
 - L'attestation du soumissionnaire qu'il n'a pas de lien capitalistique, ni professionnel, avec les entreprises du secteur concerné par l'opération objet de la mission.
 - les actes d'engagement des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre et leurs annexes,
 - les Cahiers de Clauses Particulières des marchés subséquents et leurs annexes complétant l'accord cadre,
 - les lettres de mission des marchés subséquent et leurs annexes
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles issu du texte n° 21 de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.).
 - Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
 - les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord cadre et du marché subséquent ;
 - l'offre technique et financière du titulaire (note méthodologique avec temps passé dédié, CV, calendrier/planning d'exécution, plans...) de l'accord cadre et des marchés subséquents
- Toutes les données demandées doivent présenter un caractère strictement professionnel

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA : Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

Article 6 – Prix de l'accord-cadre

6-1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire et les charges inhérentes à l'exécution des prestations (assurance, reprographie, secrétariat, frais de déplacement sur site, repas et hébergement...)

L'accord-cadre est traité à prix unitaires hors taxe. Les prix unitaires stipulés dans l'acte d'engagement sont des montants maximums à ne pas dépasser lors des remises en concurrence (marché subséquents).

Le marché subséquent est traité à prix global et forfaitaire. Ce prix global et forfaitaire sera décomposé en faisant ressortir les prix unitaires maximums de l'accord cadre, éventuellement remisé, et le nombre de journées « bureau » et « sur site » nécessaires pour réaliser la prestation.

Dans le cas où les prix unitaires maximums de l'accord cadre ne seraient pas respectés, l'offre du marché subséquent sera déclarée irrégulière.

6-2 Variations des prix

Les titulaires sont informés que les prix unitaires proposés dans l'acte d'engagement notifié seront considérés comme "prix unitaires référentiels" et constitueront les prix unitaires maximums sur lesquels ils s'engagent.

Ces prix unitaires sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I/I_o)$$

P est le prix unitaire révisé,

P_o est le prix unitaire référentiel

I représente la valeur finale de l'indice à la date de demande de révision

I_o représente l'indice du mois de la date limite de remise des offres finales

Les titulaires de l'accord cadre s'engagent à notifier à l'administration contractante, par tous moyens attestant de la date d'envoi et de la date de réception (lettre recommandée avec accusé de réception, envoi électronique horodaté avec accusé de réception...), ses nouveaux « prix unitaires référentiels », révisés comme indiqué ci-dessus, au plus tard 1 mois avant la date effective de la révision (date anniversaire de notification de l'accord cadre). A défaut de transmission, l'accord cadre s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

Les « prix unitaires référentiels » révisés ne pourront s'appliquer qu'aux consultations lancées après la date anniversaire de l'accord cadre.

L'indice de révision est : ING (ingénierie), disponible sur le site de l'INSEE à l'adresse suivante :

[Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 | Insee](#)

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices, 3 cas :

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$C = Va / Vp$

Dans laquelle :

Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

VP représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$C = Va / Vp$

Dans laquelle :

Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

Vp représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

Article 7 – Pénalités

Tout candidat référencé et titulaire du présent accord-cadre est tenu de répondre aux sollicitations périodiques du CHU et de présenter une offre dans les conditions prévues dans la lettre de consultation qui lui sera remise à cet effet. Les titulaires de l'accord cadre s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées.

Les titulaires de l'accord-cadre ne pourront en aucun cas, lors de la remise en concurrence pour l'obtention des marchés subséquents, présenter une offre supérieure à celle présentée et référencée dans l'acte d'engagement l'accord-cadre (prix plafonds).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire ne respectant pas ses prix plafonds de régulariser son offre en lui demandant de se conformer aux prix plafonds stipulés à son acte d'engagement de l'accord cadre.

7-1 En cas d'absence d'offre aux marchés subséquents

En cas de défaut de réponse de la part d'un candidat référencé à l'accord-cadre, ce dernier devra motiver par écrit sa non réponse au pouvoir adjudicateur intéressé. Dans le cas où le pouvoir

adjudicateur considère la motivation écrite non acceptable, celui-ci se verra appliquer une pénalité de 150 € sans mise en demeure préalable.

Un candidat qui ne répondra pas à 2 remises en concurrence ou qui remettra 2 offres irrégulières (même non consécutives), sera sanctionné par une pénalité s'élevant à 300 € suite à la deuxième non-réponse, sans mise en demeure préalable.

Au-delà, et à chaque remise en concurrence, il sera fait application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité de 500 € par défaut de réponse.

7-2 En cas d'offre inacceptable

Après deux mises en concurrence sur des marchés subséquents distincts n'ayant donné lieu qu'à la présentation d'offres supérieures de 25% à l'estimation du marché, le pouvoir adjudicateur sera, pour le nouvel achat, délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficient les titulaires de l'accord cadre. Le pouvoir adjudicateur pourra alors procéder à cet achat en recourant à une mise en concurrence en dehors de l'accord cadre.

En cas d'absence répétée d'offres raisonnables, l'accord cadre pourra être résilié à l'égard du ou des titulaires fautifs.

Article 8 – Résiliation de l'Accord-Cadre

8-1 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord cadre en application des dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

L'accord cadre doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation de l'accord cadre à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des prestations, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers ...).

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est

dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, le pouvoir adjudicateur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

8-2 Résiliation pour défaut de réponse aux remises en concurrence

En cas de défaut de réponse de la part d'un candidat à plus de trois remises en concurrence, en plus de l'application des pénalités, l'accord-cadre sera susceptible d'être résilié vis à vis du titulaire fautif.

Article 9 – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée vis-à-vis du titulaire en redressement judiciaire.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée vis-à-vis du titulaire en liquidation judiciaire.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 10 – Obligations du titulaire

10-1 Respect de la législation sociale

Conformément à l'article R 2143-8 du Code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8452-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

Si le titulaire a recours à des travailleurs détachés, il doit se conformer aux dispositions de l'annexe au CCAP« Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers ».

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché

doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

10.2 Respect de la réglementation générale de protection des données (RGPD)

Sans objet

10-3 Modifications des données administratives (Clause de réexamen):

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur SAT
1 place Jean Baume
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué à l'accord-cadre et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le pouvoir adjudicateur l'autorise, il modifiera l'accord-cadre.

10-4 Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

10-5 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

Article 11 – Réexamen de l'accord cadre
--

11-1 Intégration de nouveaux membres GHT

Sans objet

11-2 Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public

Sans objet

11-3 Evolutions du périmètre de l'accord cadre

L'accord cadre porte sur l'ensemble du patrimoine immobilier du GHT EHSA incluant le patrimoine immobilier futur non connu au jour de la notification de l'accord cadre (ex, suite à : achats/ acquisition de terrains/bâtiments, nouvelle construction pendant la durée de l'accord cadre).

11-4 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Sans objet

11-5 Cession de marché ou modification de la composition du groupement

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (article R. 2194-6 2° du Code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels que la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée en cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou de décès du cotraitant.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

En dehors des cas mentionnés ci-avant ou d'une circonstance imprévue et imprévisible extérieure aux membres du groupement, un groupement ne peut pas modifier sa composition.

11-6 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI

11-7 Respect de la composition du groupement dans le cadre des marchés subséquents

La composition d'un groupement entre l'accord-cadre et les marchés subséquents ne peut être modifiée, sauf les cas prévus à l'article 11-5 du présent CCAP. L'ensemble des membres du groupement de l'accord-cadre doit apparaître lors du dépôt des offres des marchés subséquents. Cependant, un membre du groupement peut présenter un sous-traitant dans le cadre d'un marché subséquent sans toutefois sous-traiter l'intégralité de sa prestation. En cas de sous-traitance, le prix global et forfaitaire sera décomposé entre les seuls membres du groupement. Le sous-traitant comme la partie sous traitée n'apparaîtront que dans le formulaire DC4 fourni.

Article 12 – Dématérialisation de l'exécution de l'accord-cadre

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 13 – Imprévision et circonstances imprévues

Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite de l'accord cadre

13.1 Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG PI rencontrées en cours d'exécution du marché, le (ou les) titulaire(s) doit (doivent) informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le (ou les) titulaire(s) doit (doivent) doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

13.2 Modalités de poursuite de l'accord cadre

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification des modalités d'adaptation d'exécution de l'accord cadre aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale de l'accord cadre

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières de l'accord cadre, le (ou les) titulaire(s) devra (devront), dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen de l'accord cadre est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

13.3 La suspension de l'accord cadre

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter l'accord cadre du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution

En application de l'article 24 du CCAG PI, lorsque la suspension est demandée par le (ou les) titulaires, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension de l'exécution de l'accord cadre, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées (pour chaque marché subséquent) et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du/des titulaire(s) pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord cadre.

Les conditions d'exécution de l'accord cadre lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de l'accord cadre à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG PI.

Dans ce cadre, un marché ou un accord cadre de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché ou l'accord cadre de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché ou de l'accord cadre lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

13.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite de l'accord cadre

En cas de poursuite d'exécution de l'accord cadre, le titulaire de l'accord cadre pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'évènement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation de l'accord cadre.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible, et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

13.5 Prolongation de l'accord cadre

Si l'accord cadre arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie de modification, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 9 mois.



Titre 2

Clauses relatives aux modalités d'attribution et d'exécution des marchés subséquents



Article 1 – Modalités d'attribution des marchés subséquents à l'accord- cadre

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin

Elle se fera dans les conditions précisées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent, et sur la base des critères pondérés suivants :

Critères/Sous-critères		Pondération fourchette	Modalités de calcul
Critère technique	Note méthodologique	Entre 40 et 60	Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous. Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.
<i>Sous-critère 1</i>	<i>Note méthodologique et organisationnelle spécifique au projet</i>	<i>Entre 60 % et 90 %</i>	<i>Pour chaque sous-critère, le candidat obtiendra une note à partir du barème suivant :</i> 1- Insuffisant 2- Peu satisfaisant 3- Acceptable 4- Satisfaisant 5- Très satisfaisant.
<i>Sous-critère 2</i>	<i>Cohérence des Temps passés dédiés au projet</i>	<i>Entre 10 % et 40%</i>	<i>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5).</i> <i>Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</i>
Critère financier	Prix forfaitaire de la prestation	Entre 40 et 60	La note sera obtenue de la façon suivante: Note = $\frac{\text{Prix global et forfaitaire le plus bas}}{\text{Prix global et forfaitaire proposé par le candidat}}$ Cette note sera affectée du coefficient de pondération du critère.
NOTE FINALE		Sur 100	La note finale est obtenue en sommant les notes globales pondérées obtenues pour chaque critère. Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

La pondération sera fixée à chaque consultation.

Lors de chaque remise en concurrence en vue de l'attribution du ou des marchés subséquents, le présent CCAP sera susceptible d'être complété ou modifié sans que soient substantiellement remis en cause son objet et ses conditions essentielles d'exécutions.

Il sera remis, lors de chaque remise en concurrence, à tous les candidats référencés, un cahier des clauses particulières (CCP) complétant les présentes dispositions. Les titulaires de l'accord-cadre devront alors déposer une offre en vue de l'attribution du ou des marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre, dans le respect des exigences prévues dans l'ensemble de ces pièces.

Le candidat référencé ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, sera soumis pour l'exécution des prestations qui lui seront confiées, aux dispositions qui suivent, sous réserve des modifications mineures et suppléments d'informations qui seront apportés par le CCP.

Pour chaque consultation, la décomposition du prix global et forfaitaire fera ressortir obligatoirement les prix unitaires qui devront être identiques ou inférieurs aux prix unitaires plafonds figurant dans l'acte d'engagement de l'accord cadre (éventuellement révisés dans les conditions prévues à l'article 6.2 titre 1 du présent CCAP), sous peine de rejet de l'offre.

L'acheteur engagera des négociations avec les candidats qui auront remis une offre dans les délais impartis (y compris une offre irrégulière ou inacceptable) à l'issue d'une ou plusieurs phases de négociations.

En tant que procédure avec négociation, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas engager de négociations.

La négociation portera sur tout objet utile à l'acheteur, les exigences minimales propres à chaque marchés subséquents seront indiquées dans la lettre de consultation.

Les candidats sont informés que la négociation peut être menée sous forme d'entretiens ou via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas de négociation menée sous forme d'entretiens avec les candidats : les candidats seront informés de la date, de l'heure et du lieu des entretiens par écrit (courrier adressé via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Chaque candidat sera représenté par 4 personnes au plus dont une personne habilitée à engager la société.

Les dates et heures limites de remise des offres modifiées suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support.

Les nouvelles offres seront alors analysées en application des critères d'analyse des offres des marchés subséquents.

En cas de négociation menée via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> : les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support.

Les nouvelles offres seront alors analysées en application des critères d'analyse des offres des marchés subséquents.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'offre finale devra impérativement être remise sous format électronique via la plateforme avec une signature électronique.

Aucune offre finale ne pourra être transmise par mail sous peine d'irrégularité de l'offre.

Il est précisé aux candidats que l'absence de nouvelle offre suite à la négociation conduira l'acheteur à prendre en considération la première offre déposée.

Article 2- Sous-Traitance

Le titulaire d'un marché public de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre I relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-PI, l'acheteur notifiera l'acte spécial au seul titulaire du marché.

Article 3 – Respect des principes de la République (laïcité et neutralité)

Sans objet

Article 4 – Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

4.1 Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les services objets du marché public par des services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un

préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI.

4.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Application de l'article 6.2 du CCAG PI : Changement de la réglementation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marchés public par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Application de l'article 7.2 du CCAG PI : En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marchés public par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1°, R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Article 5 – Modalités d'exécution

5-1 Marché ordinaire ou à tranches optionnelles

Les délais d'exécution seront précisés lors de la remise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents.

Si des tranches optionnelles sont prévues au marché subséquent, les délais d'exécution pour chaque tranche et les modalités d'affermissement des tranches optionnelles seront précisés lors de la remise en concurrence pour l'attribution du marché subséquent.

5-2 Marché exécuté au moyens de bons de commande

Sans objet

5-3 Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-PI, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché subséquent ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

5-4 Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Sans objet

5-5 Utilisation des résultats

Il sera fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI

Article 6- Opérations de vérifications-décisions après vérifications

6.1 Vérifications quantitatives et qualitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la remise des prestations dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

6.2 Décisions après vérifications

Ces opérations de vérification sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

x

Article 7 – Obligations en matière de développement durable

.7.1 Obligations sociales

Sans objet

.7.2 Obligations environnementales

Sans objet

7.3 Obligations en matière de lutte contre les discriminations et de promotion en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le CHU de Montpellier s'inscrit dans une démarche de développement durable et a pour objectif de lutter contre toute forme de discrimination et promouvoir activement l'égalité, notamment l'égalité femmes-hommes

Constitue une discrimination directe la situation dans laquelle, sur le fondement de son origine, de son sexe, de sa situation de famille, de sa grossesse, de son apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de sa situation économique, apparente ou connue de son auteur, de son patronyme, de son lieu de résidence ou de sa domiciliation bancaire, de son état de santé, de sa

perte d'autonomie, de son handicap, de ses caractéristiques génétiques, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son identité de genre, de son âge, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales, de sa capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de son appartenance ou de sa non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne l'aura été dans une situation comparable.

Constitue une discrimination indirecte une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner, pour l'un des motifs mentionnés au second paragraphe, un désavantage particulier pour des personnes par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés. »

A cet égard, le titulaire s'engage à respecter, et à faire respecter par ses co traitants et sous-traitants éventuels, les dispositions légales et réglementaires dans le domaine des luttes contre les discriminations et la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Pour rappel, les articles 225-1 et suivants du code pénal condamnent les discriminations par une peine pouvant aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

Article 8 – Destruction des données

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

Article 9 - Modalités de détermination des prix

9-1 Contenu des prix des marchés subséquents

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire et les charges inhérentes à l'exécution des prestations (assurance, reprographie, secrétariat, frais de déplacement sur site, repas et hébergement...)

L'accord-cadre est traité à prix unitaires hors taxe. Les prix unitaires stipulés dans l'acte d'engagement sont des montants maximums à ne pas dépasser lors des remises en concurrence (marché subséquents).

Le marché subséquent est traité à prix global et forfaitaire. Ce prix global et forfaitaire sera décomposé en faisant ressortir les prix unitaires maximums de l'accord cadre, éventuellement remis, et le nombre de journées « bureau » et « sur site » nécessaires pour réaliser la prestation

9- 2 Variation des prix des marchés subséquents

Le marché subséquent sera à prix ferme si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois.

Le marché subséquent sera à prix révisable si sa durée est supérieure à 12 mois, selon les modalités suivantes :

Les prix des prestations sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de du marché selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I/I_o)$$

P est le prix révisé,

P_o est le prix initial

I représente la valeur finale de l'indice à la date de demande de révision

I_o représente l'indice du mois de la date limite de remise des offres finales

L'indice de révision est : ING (ingénierie), disponible sur le site de l'INSEE à l'adresse suivante :

[Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 | Insee](#)

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

X

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices, 3cas :

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : VPT x C

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;
VP représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

Va représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

Vp représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

9-3 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire titulaire et à ses co-traitants éventuels.

En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous-traitance.

Article 10 - Avance

POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS INFERIEURS A 50 000 € HT OU AVEC UN DELAI D'EXECUTION INFERIEUR A 2 MOIS

Sans objet

POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS SUPERIEURS A 50 000 € HT ET AVEC UN DELAI D'EXECUTION SUPERIEUR A 2 MOIS

En application de l'article 11.1 du CCAG PI « Avances », le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

- le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

Article 11 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique.

Article 12 – Paiement - Etablissement de la facture

12-1-Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la commande publique.

12-2-Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et selon les modalités définies ci-dessous.

. 1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Pour le CHU de Montpellier :

Afin de sécuriser et fiabiliser la gestion des marchés de travaux, le CHU de Montpellier a décidé la mise en œuvre d'une plate-forme de gestion financière des marchés, plate-forme collaborative de gestion de projets de constructions avec un module de gestion financière des marchés.

Le système retenu est le système « E-Project » de la Sté « FORMI-SA » comprenant un module de gestion financière des marchés.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au Maître d'Ouvrage et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation E-Project.

CETTE PLATEFORME DE GESTION FINANCIERE FERA LE LIEN AVEC CHORUS PRO comme cela est explicité ci-dessous

Obligation du titulaire, des co-traitants et des sous-traitants

Tous les titulaires des marchés ont l'obligation d'utiliser, dès le démarrage les systèmes d'échange électronique et de gestion financière des marchés selon la convention d'interchange.

Chaque entreprise devra désigner et former au moins un opérateur chargé d'utiliser le service d'échange.

Les documents BPU et DPGF devront obligatoirement être fournis par les entreprises au format compatible avec la plate-forme avant le début de la facturation de leur marché.

Ce format sera communiqué dès la signature du marché.

Le dépôt de la DPGF sera effectué sur la plate-forme par l'entreprise, l'acceptation du DPGF par le Maître d'ouvrage donnera à l'entreprise la possibilité de déposer sa situation.

Chaque entrepreneur pourra donc :

- *Consulter les conditions financières de leur marché et leur DPGF*
- *Présenter leurs situations par saisie de leur avancement des prestations et des montants à payer à leurs cotraitants et sous-traitants*
- *Communiquer le numéro de la facture déposée sous CHORUS à la plateforme E-Project*
- *S'appuyer sur les calculs effectués pour l'élaboration du décompte mensuel. Il devra vérifier ces calculs et les coefficients de révision éventuellement utilisés*
- *Transmettre l'état d'acompte à la maîtrise d'ouvrage pour approbation*

Afin de remplir ses obligations envers le code de la commande publique, présentés ci-dessus, l'entreprise titulaire devra déposer sa demande d'acompte dans Chorus et communiquer le numéro de la facture à l'application E-Project lors du dépôt de la situation.

Les éventuels co-traitants et sous-traitants devront faire de même selon leur obligation par rapport à l'obligation de dépôt dans CHORUS.

Lors du dépôt de la facture dans CHORUS, dans la case MOE, le SIRET à renseigner sera le Siret de la société FORMI-SA société éditrice de la plate-forme E-Project. (Ce siret sera fourni lors de la réunion de lancement des marchés).

Traitement du Flux Chorus à travers E-Project.

Afin de faciliter la gestion des factures déposés dans Chorus par le CHU, la plateforme E-Project dialogue avec l'application CHORUS de l'ETAT pour suivre les circuits de validation de la facture dans CHORUS.

L'état CHORUS de l'ensemble de factures dont le numéro aura été communiqué à E-Project sera disponible sur la plate-forme E-Project.

- *Dépôt de la facture dans CHORUS*

Lors du dépôt des factures dans CHORUS, l'entreprise est dans l'obligation de préciser le numéro SIRET de la MOE (FORMI) qui va valider la situation. Le numéro SIRET à renseigner est celui de FORMI-SA, la société éditrice de la plateforme E-Project.

Grace à cette information, CHORUS n'attendra pas la validation des services faits ; cette validation se fera directement sur la plateforme E-Project.

- *Dépôt de la situation dans E-Project*

L'entreprise doit indiquer à E-Project le numéro de la facture déposée dans CHORUS lors du dépôt de la situation.

E-Project vérifie alors que cette facture existe bien dans CHORUS en tant que facture déposée par l'entreprise

- *Dépôt par le maître d'ouvrage en fin de validation*

Suite à la validation de la situation dans E-Project, le maître d'ouvrage peut déposer dans CHORUS, de manière totalement automatique, le montant final validé.

E-Project produit alors un « dossier de facturation » associant la première facture et la facture validée qu'il transmet à CHORUS comme étant la facture finale à payer.

Pour les autres établissements du GHT, la présentation des demandes de paiements, est aussi obligatoirement dématérialisée (portail « CHORUS Pro » et le cas échéant via un logiciel de gestion et de suivi financier en interaction avec CHORUS Pro). Le marché subséquent pourra apporter des précisions sur le dépôt des factures propre à l'établissement du GHT.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (pour le CHU : TRVX) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne les mentions obligatoires.

Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier.

12.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

12.4 Utilisation de E-PROJECT dans de la cadre de la mission d'ATMO (CHU Montpellier)

Lorsque les prestations du marché subséquent incluent la vérification des décomptes mensuels et décomptes finaux des entreprises de travaux (dans le cadre d'une mission d'ATMO pour un marché global), l'ATMO procède à la vérification de ces documents conformément à l'article 12 du CCAG-travaux. Les documents sont transmis par les entreprises de travaux sur la plateforme E PROJECT en interaction avec la plateforme CHORUS PRO.

Article 13 –Escomptes (Clause de réexamen)

Sans objet

Article 14 clause de prix promotionnel (clause de réexamen)

Sans objet

Article 15 clause de ristourne – remise sur chiffre d'affaires (clause de réexamen)

Sans objet

Article 16 - Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent dans la lettre de mission du marché subséquent.

Article 17 – Récupération des données

17.1 Suivi du marché au niveau du GHT

Sans objet

17.2 Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

Article 18 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 19 - Pénalités

19.1 Pénalités de retard

Chaque marché subséquent fixera les modalités d'application et le montant de/des pénalités de retard.

19.2 Pénalités pour absence à une réunion

Chaque marché subséquent fixera les modalités d'application et le montant de la pénalité d'absence.

19.3 Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées), une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée.

19-4 Pénalités relatives à la sous-traitance

19.4-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

19-4-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du représentant de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG PI.

19-5- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

19-5-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG PI.

19-5-2 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

19-6- Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 24 du présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG PI

19.7 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

19-7-1 Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT

Sans objet

19-7-2 Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

19.8 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

19-8-1 Pénalités en cas de non transmission des éléments attestant la traçabilité des déchets

Sans objet

19-8-2 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

Sans objet

19-8-3 Pénalités en cas de non-transmission des justificatifs concernant l'utilisation de contenants recyclés et/ou recyclables

Sans objet

19-8-4 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Sans objet

19.9 Pénalités pour non-respect des principes de la République

Sans objet

19.10 Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquements constatés.

Article 20 - Litiges et différends

20 -1 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 43 du CCAG PI.

20.2 Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

Article 21 - Résiliation des marchés subséquents et exécution par défaut

21 -1 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le marché subséquent doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation

du marché subséquent à ses torts. Les services compétents du CHU ou de l'établissement partie du GHT sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché subséquent sans indemnités.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, lorsque la poursuite de l'exécution des prestations implique une modification substantielle du marché ou supérieure à 50% de son montant initial. ...).

Conformément aux dispositions de l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 3 du CCAG PI.

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, le représentant de l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner

21-2 Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public pour faute du titulaire, conformément à article 27 du CCAG-PI.

Article 22 – Imprévision et circonstances imprévises

Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat

22.1 Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG PI rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

22.2 Modalités de poursuite du marché

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire : devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

22.3 La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution

En application de l'article 24 du CCAG PI, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG PI.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

22.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'évènement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible, et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

22.5 Prolongation du marché

Si le marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

x

Article 23- Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-1.-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 24 - Obligations du titulaire

24-1 Respect de la législation sociale

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8452-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

Si le titulaire a recours à des travailleurs détachés, il doit se conformer aux dispositions de l'annexe au CCAP « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers ».

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

24-2 Modifications des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché subséquent à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur SAT
1 place Jean Baume
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché subséquent et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché subséquent notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché subséquent.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

En outre, conformément à l'article 9 du CCAG PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 18.3 du CCAG PI : Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, l'acheteur peut contracter à sa place, cinq jours après une mise en demeure restée sans effet, la ou les polices d'assurance nécessaires.

Le montant des primes d'assurances est alors retenu sur les sommes dues au titulaire au titre du marché.

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante . <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

24-3 Conflits d'intérêts

Dans le cadre de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage les missions suivantes sont confiées :

- Assistance à l'analyse des candidatures et offres de la maîtrise d'œuvre
- Assistance à la validation des rendus des études de maîtrise d'œuvre/ études en marché global

Dans un objectif de lutte contre d'éventuels conflits d'intérêt, le CHUM souhaite s'assurer de la totale indépendance du prestataire avec d'éventuels candidats à la mission de maîtrise d'œuvre.

Il est donc demandé une attestation, dans laquelle l'AMO atteste qu'il n'a pas de lien capitalistique, ni professionnel, avec les entreprises du secteur.

Cette attestation à remettre dans l'offre pourra être redemandée en cours de marché.

Si l'entreprise dispose d'un effectif conséquent, l'AMO devra assurer à l'acheteur que les agents qui participeront à la mission, tout en les nommant, ont une indépendance totale.

A défaut, de transmission de cette attestation ou en l'absence d'indépendance, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché.

24-4 Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. En cas de violation des mesures de sécurité ou de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAG PI.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

24-5 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

Article 25 - Termes non couverts par l'accord-cadre

Tous les termes relatifs aux modalités d'exécution des marchés subséquents non couverts par le présent cahier des clauses administratives particulières, seront précisés dans le cahier des clauses particulières (CCP) qui sera remis lors de la remise en concurrence préalable à l'attribution des marchés subséquents.

Article 26 – Dématérialisation de l'exécution des marchés subséquents

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3 du CCAG PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 27 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI par l'article 5 du CCAP (Titre 1)
Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI par l'article 5 du CCAP (Titre 1)
Dérogation à l'article 40 du CCAG PI par l'article 8.1 du CCAP (Titre 1)
Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG PI par l'article 2 du CCAP (Titre 2)
Dérogation à l'article 38 du CCAG PI par l'article 4.1 du CCAP (Titre 2)
Dérogation à l'article 2 du CCAG PI par l'article 5.3 du CCAP (Titre 2)
Dérogation à l'article 40 du CCAG PI par l'article 21.1 du CCAP (Titre 2)